

Département de l'Eure
Arrondissement des Andelys
Communauté de communes Lyons Andelle

DECISION N°2025-77

Relative à l'attribution d'une subvention à l'association « Bourg-Beaudouin Racines et Histoire »

Le Président de la Communauté de communes Lyons Andelle,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°70/2016 du Conseil Communautaire en date du 10 novembre 2016 autorisant le soutien à la création d'associations ou de sections sur le territoire de la Communauté de communes ;

Vu la délibération n°41/2023 du Conseil Communautaire en date du 16 mars 2024 portant délégation de compétences au Président et notamment lui permettant de signer toutes les conventions avec un tiers dans le cadre des compétences de la Communauté de communes, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Considérant la publication au Journal Officiel de la création de l'association « Bourg-Beaudouin Racines et Histoire » au 25 mars 2025 ;

Considérant le formulaire Cerfa 12156*06 de demande de subvention de l'association « Bourg-Beaudouin Racines et Histoire » en date du 5 décembre 2025 ;

Considérant que le projet de l'association « Bourg-Beaudouin Racines et Histoire » participe à la politique de la Communauté de communes Lyons Andelle en matière de développement et d'accès à la culture et au patrimoine ;

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention à l'association « Bourg-Beaudouin Racines et Histoire » pour un montant de 500 €.

Article 2 : dit que les crédits sont inscrits au budget principal de la Communauté de communes.

Article 3 : En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le receveur communautaire,
- Monsieur le Préfet.

Fait à Charleval, le 5 décembre 2025.



Voies et délais de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être défernée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.